

TUNISIE

La Tunisie est située en Afrique du Nord, sur la Méditerranée. Elle s'étend sur 164.150 km², et sa population a été évaluée en juin 1969 à 5.027.000 habitants. C'est un ancien protectorat français, indépendant depuis le 20 mars 1956. Le pays est prospère et organisé, il possède d'excellentes ressources agricoles (produits méditerranéens) et de bonnes richesses minières (phosphates, fer, pétrole).

ORIGINE DE LA BANQUE CENTRALE

Les origines de la Banque centrale de la Tunisie remontent à 1851, année de la fondation de la Banque d'Algérie. Cet institut qui, au moment de sa création, était un organisme de droit privé, fut organisé sur le modèle de la Banque de France dont il reprit les statuts, et reçut le privilège de l'émission de la monnaie sur le territoire algérien. Le projet d'étendre l'activité de la banque algérienne à la Tunisie remonte à 1881, mais sa réalisation concrète ne date que de 1903, année au cours de laquelle la Chambre de Commerce de Tunis, représentant les intérêts des colons français dans la région, présenta une requête formelle pour obtenir cette extension. Un décret du Bey du 8 janvier 1904 y donna suite en autorisant: « la Banque d'Algérie à se fixer dans la Régence de Tunis avec le privilège d'émettre des billets payables

au porteur et à vue ». Un décret du gouvernement français, du 7 mars de la même année, permit à la Banque en question d'ouvrir des guichets dans la Régence. L'Etat tunisien resta d'ailleurs exclu du droit d'exercer un contrôle quelconque sur les activités de la Banque d'Algérie.

La nationalisation de cet Institut effectuée par le gouvernement français le 17 mai 1946 n'apporta même pas de modifications substantielles à la situation que l'on vient d'exposer. C'est seulement par la réforme du 12 janvier 1949 que l'Etat tunisien obtint quelques droits dans le domaine monétaire, une participation minoritaire fut accordée à la Tunisie au capital comme à l'administration de la Banque, celle-ci à partir de ce moment prendra sa dénomination définitive de Banque de l'Algérie et de la Tunisie. Cette représentation de la Tunisie, tout-à-fait minoritaire, n'aura toutefois qu'un effet négligeable sur les décisions du Conseil d'administration de la Banque. C'est pour cette raison que la proclamation de l'indépendance de la Tunisie n'eut pas comme effet immédiat de donner à cette nation une indépendance monétaire, car elle restait soumise à un Institut d'émission algérien, administré presque exclusivement par des fonctionnaires français. Ce n'est que le 19 septembre 1958 que le gouvernement tunisien, à la suite de longues négociations au sein de la Banque de l'Algérie et de la Tunisie, parvint à créer la Banque centrale de Tunisie à laquelle il accorda le privilège de banque émettrice.

L'unité monétaire du Pays fut changée à cette occasion. En effet, le 18 octobre 1958 le gouvernement tunisien délibéra et décida la substitution du franc tunisien par le nouveau dinar, à un taux de change fixe de 1.000 pour un. Il s'agissait là, toutefois, d'une innovation purement formelle puisque le franc tunisien — introduit en 1891 — était lié au franc français par une parité fixe, selon des accords qui avaient abouti à la constitution de la Zone

Franc. La création du dinar n'eut donc comme résultat que d'affirmer le principe de l'indépendance monétaire de la Tunisie dont, en fait, l'économie restait assujettie à une situation de « satellite » dans le domaine monétaire.

Cet évènement revêtait, cependant, une importance bien évidente puisqu'il faisait clairement ressortir la volonté politique d'émancipation de la nouvelle nation qui cherchait à échapper à la dépendance monétaire imposée par la France. Cette volonté trouva l'occasion de s'exprimer le 28 décembre 1958 lorsque le franc français fut dévalué de 17,55% : le gouvernement tunisien délibéra et résolut alors de séparer le franc de sa propre unité monétaire et de maintenir la parité existant antérieurement avec les autres devises convertibles. La rupture de la parité fixe avec le franc fut alors définitivement consacrée, le dinar a été évalué par rapport à l'or, et sa parité officielle fixée à 2,115880 grammes d'or fin pour 1 dinar. L'opération de décrochage posait toutefois de graves et urgents problèmes de réglementation des relations financières franco-tunisiennes dans le contexte de la nouvelle organisation monétaire. Une autre réglementation de ces rapports eut lieu avec les Accords franco-tunisiens du 5 septembre 1959 aux termes desquels, en plus de modifications appréciables des modalités concernant la participation de la Tunisie à la Zone Franc, l'autonomie douanière du nouvel Etat fut également reconnue. C'est donc à ce moment là seulement que la nation tunisienne obtint effectivement la souveraineté en matière monétaire.

ORGANISATION DE LA BANQUE CENTRALE

La Banque centrale de Tunisie dépend directement du Président de la République auquel sont transmis annuellement les comptes-rendus de gestion et d'activité.

Les organes de direction suprêmes de la Banque sont: le Gouverneur, le Conseil d'administration et un Commissaire aux comptes.

Le Gouverneur est nommé sur décret du Président de la République pour une durée de 6 ans, son mandat est renouvelable. Il est responsable des décisions inhérentes à la gestion de la Banque et à l'orientation de la politique monétaire, il préside les réunions du Conseil d'administration dont les délibérations sont entachées de nullité quand elles ne sont pas contresignées par le Gouverneur.

Le Conseil est composé: du Gouverneur qui en est le Président, du directeur général et de huit conseillers nommés sur décret présidentiel. Le Conseil délibère sur toutes les questions traitant de l'organisation générale et sur les modalités d'exécution des opérations prévues par le statut.

Le Commissaire aux comptes, nommé par décret du Président de la République sur une proposition du Secrétaire Général au Plan et à l'Economie nationale, a pour mission de contrôler le déroulement des opérations effectuées par la Banque. Périodiquement, les résultats de ces contrôles doivent être transmis au Conseil d'administration, ils doivent également être communiqués à la clôture de chaque exercice au Secrétaire d'Etat au Plan et à l'Economie nationale.

RÔLE DE LA BANQUE CENTRALE ET SES RAPPORTS AVEC L'ÉTAT

La Banque centrale de Tunisie poursuit les objectifs suivants: émission de la monnaie légale; centralisation et gestion des réserves en devises; financement du Trésor Public; contrôle du crédit.

La Banque centrale jouit du privilège exclusif d'émettre pour le compte de l'Etat de la monnaie ayant cours légal. De 1958 à 1967, le montant global de la monnaie légale circulante est passé de 29 millions de dinars à 70 millions. Celle-ci ne représente, toutefois, que 36% des moyens de paiement contre 50% en 1958.

La Banque centrale détient, en outre, le monopole de l'achat et de la vente de devises étrangères. Jusqu'en septembre 1959, les transactions en devises pour régler des positions dans les Etats n'appartenant pas à la Zone Franc étaient effectuées sur la place de Paris par l'intermédiaire du *Pool* commun géré par le Fonds français de stabilisation des changes pour le compte de tous les Pays de la zone franc.

Depuis septembre 1959 les réserves en devises de la Tunisie font l'objet d'une gestion autonome que l'Etat a confiée à sa Banque centrale.

Cette dernière est, en outre, le banquier du Trésor à deux égards: en premier lieu, elle est chargée de la gestion d'une grande partie des opérations de caisse et de crédit se rapportant au budget de l'Etat et à celui des organismes publics; en second lieu: la Banque peut consentir des financements sous forme de découverts en compte courant, pour un montant qui ne doit pas excéder 5% des recettes ordinaires de l'Etat et pour une durée qui ne peut être de plus de 240 jours.

C'est également à cette Banque que sont confiées l'émission et l'administration des titres de la dette publique.

POLITIQUE MONÉTAIRE ET POLITIQUE DU CRÉDIT

La Banque centrale agit également comme banque des banques. Elle n'effectue donc pas d'opérations avec les particuliers, et finance uniquement le système bancaire et le Trésor Public.

Du point de vue des conditions de bancabilité des effets acceptés au réescompte ainsi que des plafonds, la politique adoptée par la Banque centrale diffère selon les destinations et les échéances prévues pour les crédits octroyés par le système bancaire. Les effets commerciaux doivent, en règle générale, être à trois mois au plus, et porter la signature d'au moins trois personnes notoirement

solvables. Les effets émis pour les crédits de campagne doivent, au contraire, porter la signature de deux opérateurs notoirement solvables et leur échéance fixée à trois mois peut être prorogée jusqu'à neuf mois. Les effets commerciaux concernant les financements à moyen terme doivent avoir une échéance de trois mois au plus, quand bien même le terme à courir puisse être prorogé jusqu'à cinq ans, et le produit doit être destiné à financer des investissements immobilisés, des exportations déterminées ou la construction de bâtiments.

La Banque centrale a fixé les limites de réescompte ci-après:

- 1) un quota « ordinaire » à répartir entre les diverses banques suivant la consistance de leurs dépôts et le montant des prêts consentis. Ce quota doit être utilisé pour le réescompte d'effets représentatifs de transactions commerciales et financières, exception faite de ceux qui rentrent dans le « quota spécial » ou dans les engagements « hors quota ».
- 2) un quota « saisonnier » qui doit être employé pour faire face aux opérations dérivant du financement des récoltes et de la commercialisation de produits agricoles déterminés. Pour la vigne et les olives le financement de la récolte fait l'objet d'un quota réparti entre les différentes banques, tandis que pour la campagne des céréales le quota n'est accordé que par l'entremise de la Banque Nationale de Tunisie.
- 3) un quota « extraordinaire » devant faire l'objet d'un accord avec cette dernière pour la mobilisation de crédits déterminés en faveur du secteur agricole.
- 4) un quota « spécial » devant faire l'objet d'un accord avec les différentes banques pour mobiliser des crédits à moyen terme et ce, uniquement dans le cas où ces banques, aux termes de la loi du 23-7-1963, maintiennent un rapport de 10% entre les crédits à moyen terme et leurs dépôts.

La Banque centrale, en outre, apporte son concours au système bancaire en lui consentant des avances, soit sur des titres d'Etat, soit sur des titres privés cotés et mentionnés au bulletin officiel, cette liste ayant été établie au préalable par le Conseil d'administration de la Banque. Le terme fixé pour ces avances est de trois mois, les échéances peuvent être prorogées jusqu'à neuf mois au plus.

En vue de contrôler les réserves de liquidité du système bancaire, la Banque centrale peut acheter aux banques commerciales des titres d'Etat à court terme et des effets à condition qu'ils soient bancables. Toutefois les opérations en titres d'Etat ne peuvent excéder 10% des recettes ordinaires du Budget de l'Etat au cours de l'année.

SYSTÈME BANCAIRE

Du point de vue de la spécialisation des activités, le système tunisien n'établit pas une nette différence entre les diverses catégories d'établissements de crédit. La plupart des banques se présentent, en effet, sous l'aspect de banques mixtes ou de banques d'affaires. Il semble donc préférable de les classer d'après la nature du sujet économique. Les établissements de crédit dont les activités se rapportent à l'économie nationale sont: la Société tunisienne de banque, la Banque nationale de Tunisie (ancienne Banque nationale agricole) et la Société nationale d'investissement.

La Société tunisienne de banque a été fondée le 20 décembre 1956. L'Etat tunisien participe à son capital à raison de 52%, tandis que des actionnaires privés (à raison de 44%) et des organismes semi-publics (à raison de 4%) se répartissent le reste. Outre les opérations de crédit ordinaire, cette Société opère comme banque de développement et comme banque d'affaires.

L'objectif principal de la Banque nationale de Tunisie est l'octroi de financements à court et moyen terme en faveur d'entreprises opérant dans le secteur agricole. En outre, d'après l'accord du 10-7-1967, cette banque apporte son assistance financière et technique aux Caisses de crédit mutuel, qui sont des coopératives de crédit à capital variable.

La Société nationale d'investissement, constituée le 18 avril 1959, sur l'initiative du gouvernement, est spécialisée dans les opérations de crédit mobilier, et l'octroi de financements à moyen et long terme, principalement en faveur d'entreprises opérant dans les secteurs du tourisme, de l'hôtellerie et de l'industrie. L'activité de crédit s'accompagne d'une assistance technique ainsi que d'études et de projets d'investissements.

Les établissements de crédit ayant un sujet économique privé peuvent être divisés en deux catégories. On trouve dans la première les banques constituées conformément aux lois tunisiennes, ce sont: la Banque de Tunisie, l'Union bancaire pour le commerce et l'industrie, la Banque du Sud, le Crédit foncier et commercial de Tunisie, la Banque franco-tunisienne, l'Union internationale de Banque.

La Banque de Tunisie est une banque d'affaires qui intervient surtout dans le secteur du tourisme et les opérations ayant trait à l'importation de biens d'équipement.

L'Union bancaire pour le commerce et l'industrie a été créée le 27 novembre 1961 après la fusion de la Banque nationale pour le commerce et l'industrie en Afrique et l'Union financière et technique de Tunisie. A la fin de 1969 la première absorba la Banque d'escompte et de crédit à l'industrie en Tunisie issue de la fusion du Comptoir national d'escompte de Paris avec la Banque industrielle d'Afrique du Nord.

La Banque du Sud, fondée en août 1968 a été constituée, à la fois, par la reprise des activités de la Banque du peuple et avec le concours de divers organismes nationaux parmi lesquels on peut citer: la Société nationale de sécurité sociale, l'Union générale des travailleurs de Tunisie, la Banque nationale de Tunisie, la Caisse nationale de sécurité sociale, la Société tunisienne de banque, la Banque de Tunisie et l'Union bancaire pour le commerce et l'industrie.

Le rôle de la Banque du Sud est de promouvoir le développement des régions méridionales de la Tunisie. A cette fin, elle effectue non seulement des opérations de crédit ordinaire mais elle octroie des financements à moyen et long terme, et fait des opérations de crédit mobilier.

Le Crédit foncier et commercial de Tunisie fut constitué en août 1967 à la suite de la transformation de la filiale tunisienne du Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie.

La Banque franco-tunisienne, fondée en 1879, est spécialisée dans l'octroi de prêts garantis par des nantissements et par la cession des salaires.

L'Union internationale de banque fut créée le 7 octobre 1963 par suite de la fusion de la filiale tunisienne du Crédit Lyonnais avec la Société francophone tunisienne de crédit et de banque, elle-même filiale de la Société tunisienne de banque. Son capital social de 700.000 dinars appartient à cette dernière banque, à concurrence de 25%, à la Société financière de gestion à raison de 25%, au Crédit Lyonnais à raison de 34%, à la *Banca commerciale italiana* de 8%, à la *Commerzbank* de 4%, et à la *Bank of America* à raison de 4%. Cette banque accorde des prêts à court et moyen terme, et effectue aussi des opérations de crédit mobilier.

La deuxième catégorie de banques ayant un sujet économique privé est représentée par les filiales étrangères de la Société marseillaise de crédit, de la *British Bank of the Middle East* et de l'*Arab Bank*.

RÉGLEMENTATION DE L'ACTIVITÉ BANCAIRE

L'activité bancaire ordinaire est réglementée par la loi n. 67-51 de 1967, dont les dispositions principales concernent la discipline du capital propre des banques, la destination de leurs profits, et la prise de participations.

Le capital minimum exigé pour constituer une banque est fixé à 200.000 dinars, qu'il s'agisse de banques nationales ou étrangères. L'exercice de l'activité bancaire nécessite l'obtention d'une autorisation gouvernementale. 20% des bénéfices annuels doivent être mis en réserve jusqu'à ce que le capital propre ait atteint un certain rapport avec la masse des dépôts, ce coefficient étant fixé par la Banque centrale.

Il y a, en outre, d'autres obligations à satisfaire pour la prise de participations dans des entreprises des différents secteurs de la production. Il n'est pas autorisé, en effet, de prendre des participations dans une seule entreprise pour plus de 20% du capital de celle-ci, et ce montant doit être au maximum équivalent à 5% des dépôts en banque. Un grand nombre d'autres mesures législatives règlent les différents aspects de l'activité bancaire.

Tout d'abord, par une circulaire du 11 avril 1968, la Banque centrale a exigé que les banques bloquent en réserve 10% ou 30% de l'accroissement mensuel de leurs dépôts, si ce dernier est inférieur ou supérieur à 1%. Les banques sont, en outre, tenues de souscrire une quantité de bons d'équipement et de bons du Trésor proportionnelle à l'augmentation de leurs dépôts.

En second lieu des plafonds ont été déterminés pour le montant de chaque prêt à court terme pouvant être consenti sans l'autorisation préalable de la Banque centrale. Ce plafond a été porté en 1964 de 75.000 dinars à 50.000 pour les prêts non réescomptables et de 10.000 à 5.000 dinars pour les prêts réescomptables.

De plus, le volume global des prêts consentis dans le cours d'un exercice, exception faite de ceux accordés sur des fonds spéciaux, ne peut augmenter dans une proportion supérieure à celle fixée annuellement par la Banque centrale.

